



LA RECONNAISSANCE DES FŒTUS : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE L'IVG ?

Laurence STEVELINCK

Militante féministe, diplômée en Master de spécialisation en études de genre

En septembre dernier, le Ministre de la Justice, Koen Geens (CD&V), présentait un projet de loi qui visait à enregistrer à l'état civil les fœtus morts à partir de 140 jours après la fécondation. Après deux lectures en Commission Justice, le projet a été approuvé en séance plénière de la Chambre mi-décembre¹. Les milieux féministes, laïcs et médicaux s'inquiètent. Cette loi risque-t-elle de toucher insidieusement au droit à l'avortement ? Une nouvelle fois ?

Que dit exactement la loi ? Elle permet aux parents de demander l'inscription à l'état civil d'un fœtus mort dès 140 jours après la fécondation. Il s'agit d'une possibilité, pas d'une obligation. Un « acte de déclaration d'enfant né sans vie » pourra donc être établi par l'officier de l'état civil, avec mention éventuelle d'un prénom. A partir de 180 jours, un nom de famille pourra également être attribué. Auparavant, en deçà de ces 180 jours, le fœtus n'avait pas d'existence légale. Une telle déclaration est obligatoire uniquement à partir de ce délai, ainsi qu'une inhumation ou une crémation. L'acte est ensuite inscrit dans le registre des actes de décès de la commune où est situé l'hôpital qui l'a constaté. La nouvelle loi prévoit également l'inscription de l'acte dans ce même registre et non dans un registre spécifique, comme proposé par certain·e·s.

Qui pourra en faire la demande ? Il pourra s'agir d'une demande conjointe mais d'autres cas sont envisagés. Si le couple n'est pas marié ou qu'il n'y a pas eu de reconnaissance prénatale du fœtus par le père/la coparente, la mère pourra introduire une demande seule. Si le père/la coparente souhaite un acte de déclaration, une autorisation de la mère sera nécessaire. La donne change pour les couples mariés ou en cas de reconnaissance prénatale : la demande pourra être introduite par la mère ou par le père/la coparente qui pourra donc agir... sans même l'accord de la mère. L'argument de « l'égalité entre parents » a ici prévalu...

La majorité entendait aussi réduire le volet obligatoire du congé de maternité, soit neuf semaines, en cas de demande de la mère et avec l'accord d'un médecin, les mères souhaitant parfois retourner travailler plus rapidement dans de telles circonstances. En première lecture, cet amendement a toutefois été supprimé, à la demande de parlementaires inquiet·e·s de voir des employeur·se·s faire pression sur les femmes pour qu'elles renoncent à ce repos.

NOUVELLES MENACES

Outre le déni violent de la volonté de la mère, première concernée dans son corps, cette loi pose question à plusieurs égards. Certes, on avait craint encore pire² mais la dernière mouture reste préoccupante. Si ses auteur·e·s s'en défendent, d'aucun·e·s la considèrent comme une nouvelle fragilisation du droit à l'avortement.

Point de tension : le délai de 140 jours de grossesse, soit vingt semaines. La nouvelle loi régissant l'interruption volontaire de grossesse (IVG), votée en septembre dernier, maintient le délai légal maximum de douze semaines autorisant l'intervention alors que nombre d'expert·e·s avaient plaidé pour un allongement jusqu'à dix-huit semaines ou au-delà. Chaque année, un millier de femmes hors délai sont en effet obligées d'avorter à l'étranger. Aux Pays-Bas, l'IVG est autorisée jusqu'à 22 semaines, 24 semaines en Grande-

Bretagne. Reconnaître le fœtus dès 140 jours pourrait donc cadenciser l'IVG et réduire les chances d'étendre le délai légal et les conditions d'accès à l'avortement. La France en serait-elle un exemple ? Soyons-y attentives. Depuis 2008, elle permet une reconnaissance du fœtus sans vie entre la 16^{ème} et la 22^{ème} semaine mais le délai légal de l'IVG y est toujours fixé à 12 semaines, poussant chaque année 5000 à 6000 femmes³ à avorter hors des frontières. De son côté, la Hongrie a attribué, depuis 2012, le statut de personne aux embryons⁴. Résultat dramatique : les femmes y sont obligées d'accoucher d'un enfant non viable ou mal formé.

En Belgique, on pourrait craindre également une stratégie de personnification du fœtus. Le gouvernement a souhaité employer le mot « enfant » tout au long de son texte, une symbolique forte. On peut tout à fait imaginer la culpabilité et la pression exercée sur les femmes qui ne souhaiteraient pas inscrire leur fœtus à l'état civil. Toutefois, il ne s'agit pas d'un statut juridique. Le fœtus entre 140 et 180 jours n'aura pas de personnalité juridique, celle-ci étant composée de quatre attributs. S'il aura bien un état civil, il ne bénéficiera pas à ce stade d'un nom, de la mention d'un domicile ni d'une nationalité.

VIABILITÉ ?

Le débat est éthique mais aussi technique. En Belgique, la nouvelle loi parle déjà d'enfants alors qu'il s'agit de fœtus non viables. Le

ministre Geens en justifiait la nécessité en soulignant les progrès en matière de néonatalogie. Il s'appuyait sur les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui recommande de déclarer les fœtus morts dont le poids à la naissance est supérieur à 500 grammes ou dont l'âge post-menstruel est égal ou supérieur à 22 semaines d'aménorrhée⁵ (20 semaines de gestation). Mais l'objectif de l'OMS est statistique à des fins de santé publique. Selon Linde Goossens (service de néonatalogie, UZ Gent), pourtant auditionnée par la Commission Justice en 2015, aucun fœtus né à 22 semaines d'aménorrhée (SA) ne survit. Les soins intensifs sont administrés en général à partir de la 26^{ème} SA, et pas avant 24 SA, sauf si les parents le demandent. Entre 24 et 26 SA, l'hôpital conseille les parents et leur explique les risques.

Julie Belhomme indiquait également lors de son audition que, dans son établissement, les fœtus étaient pris en charge à partir de 24 SA et qu'aucun d'entre eux n'avait survécu avant ce terme. Pour Pierre Bernard (service d'obstétrique, Cliniques universitaires Saint-Luc), le risque de séquelles est majeur avant 24 SA et les chances de viabilité sont de 50% entre 24 et 25 SA, dont la moitié avec des risques de séquelles. Les médecins ne conseillent pas une prise en charge dans ces cas. Entre 25 et 26 SA, la prise en charge est plus fréquente car le bon pronostic augmente de 3 % par jour. À partir de 26 SA, la prise en charge est systématique.

Du côté des équipes médicales, la loi suscite donc aussi des questionnements, voire de l'inquiétude. Devront-elles un jour réanimer obligatoirement un fœtus dès 140 jours (22 semaines SA) sous peine d'être poursuivis pour non-assistance à personne en danger ? Malgré les graves séquelles que peuvent subir les grand-e-s prématuré-e-s ? Quant à la recherche scientifique, pourrait-elle encore bénéficier de tissu fœtal pour ces études ?

LA SOUFFRANCE DES PARENTS

Il ne s'agit évidemment pas de nier la souffrance des femmes et hommes qui souhaitent devenir parents et qui sont confronté-e-s à une fausse couche⁶. 140 jours équivaut à quatre mois et demi, soit la moitié de la grossesse. Un âge qui peut déjà amplifier la projection dans la naissance d'un enfant désiré, d'autant plus avec les progrès de l'imagerie médicale, et qui peut rendre inacceptable l'assimilation de ces fœtus à des « pièces anatomiques ». La loi entend ainsi répondre « *au besoin ressenti par les parents d'un enfant né sans vie qui consiste*

à donner à leur enfant toute sa place dans leur vie »⁷. Tout aussi légitime qu'il soit, un deuil est également personnel et varie selon les individus, en fonction de leur vécu, de leurs convictions philosophiques, etc. Ce besoin d'un acte d'état civil n'est donc pas universel. Selon les expert-e-s, si proposer aux parents d'introduire une telle demande pourrait en soulager certain-e-s, d'autres pourraient voir leur souffrance augmenter.

Cette loi ne vise malheureusement pas l'amélioration de la prise en charge des personnes endeuillées. Des parents, équipes médicales et associations souhaiteraient bien davantage un renforcement de cet accompagnement spécifique dont la loi ne fait pas mention. Certains hôpitaux proposent déjà une série de mesures pour faciliter le deuil (photos artistiques, empreintes des pieds et des mains, possibilité de voir le fœtus, accompagnement psychologique, social et médical...) mais les budgets manquent. La loi ne prévoit rien dans ce domaine alors qu'un véritable investissement est nécessaire, à commencer par une formation adéquate et pluridisciplinaire des soignant-e-s et le financement de l'encadrement, important en termes de temps et de personnel.

UN CLIMAT MALSAIN

Milieus féministes, laïques, médicaux... leurs craintes pourraient être de l'ordre de la science-fiction si le climat international n'était pas si pesant. La pression des mouvements « pro-vie », « anti-genre » et des gouvernements conservateurs, favorables à la reconnaissance précoce des fœtus, est constante. Ces dernières années, la Belgique s'est distinguée quant à elle par son immobilisme, voire ses politiques réactionnaires en matière éthique et du droit des femmes à disposer de leur corps. Et souvent sans que les mouvements de femmes ne soient consultés, ou si peu.

En septembre dernier d'ailleurs, la nouvelle loi organisant la sortie de l'IVG du code pénal a été des plus décevantes. Pas d'extension du délai légal, pas de suppression du délai de réflexion et maintien de sanctions pénales... pas d'amélioration des droits sexuels et reproductifs des femmes en Belgique. Cette loi a été votée une semaine avant le passage en Commission Justice du projet de loi concernant la reconnaissance des fœtus morts, soutenu depuis longtemps par le CD&V et le cdH, rejoints par la N-VA. Pour beaucoup, il s'agit d'un marchandage politique (le sujet figurait dans l'accord de gouvernement au niveau fédéral) ne prenant nullement en compte les besoins des femmes.

Autre exemple : en 2017, le Parlement fédéral a voté la reconnaissance de la filiation paternelle/coparentale hors mariage dès le début de la grossesse. Une attestation médicale et le consentement de la mère sont demandés mais aucun délai minimal n'est fixé. Auparavant, cette reconnaissance était possible à partir de six mois de grossesse. Là aussi, avec cette nouvelle loi, on peut aisément imaginer la pression de la société ou d'un partenaire qui pourraient subir les femmes ne souhaitant pas poursuivre leur grossesse. Une IVG sur cinq est en effet directement liée à des violences.

Dernier exemple, concernant le niveau régional cette fois : les réglementations organisant les funérailles et sépultures des fœtus. A Bruxelles et en Wallonie, les restes des fœtus morts entre le 106^{ème} et le 180^{ème} jour de gestation, peuvent être incinérés ou inhumés dans la parcelle d'étoile des cimetières et ce, à la demande des parents. Par contre, en Flandre depuis 2014, cette possibilité existe dès le début de la gestation, sans délai minimal. Encore une fois, une manière de personnifier le fœtus... voire l'embryon.

Toutes ces nouvelles mesures n'attaquent pas frontalement le droit à l'avortement mais, vicieuses, elles ont tout pour le fragiliser petit à petit et culpabiliser les femmes. A cela, ajoutons la pénurie de médecins pratiquant l'avortement, le refus de certains hôpitaux belges de l'organiser... La vigilance est de mise et la mobilisation, nationale et internationale, ne doit pas fléchir pour défendre le droit de toutes les femmes à disposer de leur corps, droit essentiel qui, preuves à l'appui, n'est toujours pas acquis. ■

1 Rapport de la première lecture (24/10/18), suivi des auditions des expert-e-s (juin 2015):<https://www.lachambre.be/flwb/pdf/54/3271/54K3271005.pdf>

2 Rapport de la deuxième lecture (4/12/18):<http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/3271/54K3271009.pdf>
En Commission Justice, seul le PS a voté contre le texte. En séance plénière (13/12/18), 99 député-e-s ont voté pour, 28 contre (PS, DéFI, PTB et quatre Ecolo) et trois se sont abstenus (deux Ecolo et un Groen).

3 La proposition de loi déposée par le CD&V prévoyait la délivrance obligatoire d'un acte de naissance (et non d'un acte de déclaration d'enfant né sans vie) dès 140 jours et facultative en deçà, mais sans délai minimal. Le CD&V souhaitait également que la

décision parentale, quelle qu'elle soit, soit indiquée dans le dossier médical de la mère.

- 4 Source : Planning Familial de Paris, 2018.
- 5 Selon Julie Belhomme (département de gynécologie-obstétrique, CHU Saint-Pierre), auditionnée par la Commission Justice en juin 2015, on parle d'embryon avant 15 semaines d'aménorrhée (13 semaines de grossesse).
- 6 Le monde médical prend en compte les dernières règles pour déterminer la durée de la grossesse tandis que le législateur a choisi le moment de la fécondation, d'où un écart de deux semaines.
- 7 Selon Yvon Englert (service de gynécologie-obstétrique, Hôpital Erasme), auditionné par la Commission Justice en 2015, 80 % des embryons fécondés arrêteront leur développement, parfois sans même que la femme ne s'en aperçoive. La fréquence des fausses couches au premier trimestre de la grossesse varie entre 10 et 30 %, en fonction principalement de l'âge de la femme (50 % après 40 ans). Selon Julie Belhomme, la fréquence des fausses couches tardives est de moins de 1 %.
- 8 Blogie, 2018.

BIBLIOGRAPHIE

AFP, Inscription à l'état civil du fœtus mort-né : ouverture d'un droit au deuil pour les mères, *La Dépêche*, août 2008. [en ligne]:<https://www.ladepeche.fr/article/2008/08/22/471850-inscription-etat-civil-fœtus-mort-ouverture-droit-deuil-meres.html>

—
BARTHOLOMEEUSEN, Henri, *Humaniser le deuil, ou les fœtus ?*, Bruxelles, Centre d'Action Laïque, 2018.

—
BLOGIE, Elodie, Le projet de loi sur les enfants nés sans vie approuvé en commission justice de la Chambre, *Le Soir*, octobre 2018. [en ligne]:https://www.lesoir.be/186402/article/2018-10-24/le-projet-de-loi-sur-les-enfants-nes-sans-vie-approuve-en-commission-justice-de?fbclid=IwAR2kc9whrtUKrDeXSz4Z9s3R2_EzloRmPyNSOE53NgbAl10GDpQ6uRBgw2U

—
Conseil des Femmes Francophones de Belgique, *Statut du fœtus, reconnaissance anténatale : les attaques au droit à l'IVG doivent cesser !*, Bruxelles, 2017.

—
DANGUY, Jérôme et DERENNE, Allison, Pour un vrai sou-

tien aux parents de bébés morts avant de naître, *La Libre Belgique*, novembre 2018. [en ligne]:http://www.lalibre.be/debats/opinions/pour-un-vrai-soutien-aux-parents-de-bebes-morts-avant-de-naître-5be2ac81cd70fdc91b4df51d?fbclid=IwAR2d17Flwb9_91PHqmNQAQpVZt3vcTcK6lpFGTvLbLuS44CJk0sCdcRl8xY

—
D'HOOGE, Vanessa, *Quelle reconnaissance des « enfants » nés sans vie ?*, Bruxelles, Vie Féminine, 2015.

—
GIRAUD, Anne-Sophie, Le Statut liminal du fœtus mort en France : du « déchet anatomique » à « l'enfant », *Techniques & Culture*, Suppléments au n° 65-66, mis en ligne le 31 octobre 2016, consulté le 29 novembre 2018. [en ligne]:<http://journals.openedition.org/tc/7794>

—
MALCOURANT, Eloïse, *Attribuer un statut au fœtus, une menace pour le droit à l'IVG*, Bruxelles, Femmes Prévoyantes Socialistes, 2015.

—
Quel statut pour l'enfant né sans vie ?, dir. Bertrand HENNE. Podcast. RTBF, Débats Première, octobre 2018. [en ligne]:https://www.rtbf.be/auvio/detail_debats-premiere?id=2414184